

**Art. 8.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 janvier 1987.

### BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
M. HANSENNE

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

### Annexe

Liste des institutions et services visés à l'article 1er, § 1er de l'arrêté royal portant de nouvelles mesures en vue de promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand :

- les centres de soins et institutions pour personnes âgées;
- les pouponnières, les centres d'accueil pour enfants, les crèches, les maisons maternelles, les maisons de jour ou de nuit pour enfants en bas âge;
- les services pour les mères d'accueil;
- les centres de consultation prématrimoniales, matrimoniales et familiales;
- les centres et services sociaux;
- les services d'encadrement des immigrés;
- les centres d'accueil et les maisons d'accueil pour les jeunes, les sans-logis et les anciens détenus;
- les services d'aide sociale pénitentiaire et post-pénitentiaire;
- les centres de planning familial;
- les centres télé-accueil;
- les centres d'aide et d'information sexuelle, conjugale et familiale.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 21 janvier 1987.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
M. HANSENNE

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

### MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 87 — 241

**20 JANVIER 1987.** — Arrêté royal pris en exécution de l'arrêté royal n° 464 du 25 septembre 1986 consolidant les mesures relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 464 du 25 septembre 1986 consolidant les mesures relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

**Art. 8.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 januari 1987.

### BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
M. HANSENNE

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

### Bijlage

Lijst van de instellingen en diensten bedoeld in artikel 1, § 1 van het koninklijk besluit houdende nieuwe maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector :

- de dienstencentra en voorzieningen voor bejaarden;
- de kinderdagverblijven, de kinderopvangcentra, kribben, moedertehuizen, de kinderdag- en nachtverblijven, de diensten voor onthaalmoeders;
- de centra voor teleonthaal;
- de centra voor levens- en gezinsvragen;
- de centra en diensten voor maatschappelijk werk;
- de begeleidingsdiensten voor migranten;
- de onthaal- en opvangcentra en onthaaltehuizen voor jongeren, thuislozen en ex-gedetineerden;
- de diensten voor penitentiaire en post-penitentiaire, sociale hulpverlening;

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 21 januari 1987.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
M. HANSENNE

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

### MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 87 — 241

**20 JANUARI 1987.** — Koninklijk besluit genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 464 van 25 september 1986 tot consolidering van de maatregelen inzake matiging van inkomsten der zelfstandigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 464 van 25 september 1986 tot consolidering van de maatregelen inzake matiging van de inkomsten der zelfstandigen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecöördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Vu l'urgence résultant du fait que la première cotisation provisoire prévue par ledit arrêté royal n° 464 doit être payée par les indépendants au plus tard le 31 mars 1987 et que l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants doit, en exécution de l'article 9, § 1er, de l'arrêté royal n° 464 précité, pouvoir mettre en œuvre, dès le début de l'année 1987, la perception de ces cotisations provisoires;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> « arrêté royal n° 38 » : l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants;

2<sup>o</sup> « arrêté royal n° 464 » : l'arrêté royal n° 464 du 25 septembre 1986 consolidant les mesures relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants;

3<sup>o</sup> « travailleurs indépendants » : les travailleurs indépendants visés à l'article 1er, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 464;

4<sup>o</sup> « revenus professionnels » : les revenus visés à l'article 1er, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 464;

5<sup>o</sup> « Institut national » : l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

6<sup>o</sup> « cotisations » : les cotisations visées aux articles 2 à 5 de l'arrêté royal n° 464.

**Art. 2.** Sans préjudice de la condition visée à l'article 3, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 464, les travailleurs indépendants dont question à l'article 2 dudit arrêté royal n° 464 peuvent, pour l'année 1987, soit s'abstenir du paiement de la cotisation provisoire, soit n'effectuer qu'un paiement partiel de celle-ci, si leurs revenus professionnels de l'année 1985 ne dépassent pas les revenus professionnels de l'année 1983 × 1,075258.

**Art. 3.** Il y a premier établissement au sens des articles 4 et 5 de l'arrêté royal n° 464 :

1<sup>o</sup> dans les cas visés à l'article 4, § 1er, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 464, lorsque le travailleur indépendant ne fut pas assujetti à l'arrêté royal n° 38 au cours de l'année précédente;

2<sup>o</sup> dans le cas visé à l'article 4, § 1er, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 464, lorsque le travailleur indépendant ne fut pas assujetti à l'arrêté royal n° 38 au cours des trois années civiles précédant l'année en cause.

**Art. 4.** Lorsque, en fonction de la date à laquelle eut lieu le premier établissement, l'article 5, § 2, de l'arrêté royal n° 464 ne peut être appliqué, les travailleurs indépendants visés à l'article 3 peuvent, soit s'abstenir du paiement de la cotisation provisoire, soit n'effectuer qu'un paiement partiel de celle-ci :

1<sup>o</sup> pour l'année qui suit celle du premier établissement : s'ils déclarent sur l'honneur que les revenus professionnels de cette année ne dépasseront pas ceux de l'année du premier établissement;

2<sup>o</sup> pour la deuxième année qui suit celle du premier établissement : s'ils déclarent sur l'honneur que les revenus professionnels de cette année en dépasseront pas ceux de l'année qui suit celle du premier établissement;

3<sup>o</sup> pour la troisième année qui suit celle du premier établissement : s'ils déclarent sur l'honneur que les revenus professionnels de l'année pour laquelle la cotisation provisoire seraient due ne dépasseront pas ceux de l'année qui suit celle du premier établissement.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne portent pas préjudice à l'application des intérêts de retard s'il s'avère ultérieurement que la cotisation visée à l'article 4 de l'arrêté royal n° 464 est due.

**Art. 5. § 1er.** Lorsque le travailleur indépendant ne peut invoquer le bénéfice de l'article 3, 2<sup>o</sup>, en raison du fait qu'il a été assujetti à l'arrêté royal n° 38 au cours de la deuxième ou de la troisième année précédant celle au cours de laquelle il est à nouveau assujetti audit arrêté royal, l'article 4, §§ 1er, 4<sup>o</sup>, c) et d), 2 et 3 et l'article 5 de l'arrêté royal n° 464 lui sont applicables compte tenu des dispositions particulières suivantes :

1<sup>o</sup> la première des années d'assujettissement dans la période de trois ans fixée par l'article 3, 2<sup>o</sup>, est considérée comme l'année du premier établissement, l'assujettissement à l'arrêté royal n° 38 étant considéré comme n'ayant pas été interrompu en vue de la fixation du taux de la cotisation;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid voortvloeiend uit het feit dat de eerste bij dat koninklijk besluit nr. 464 ingevoerde voorlopige bijdrage door de zelfstandigen uiterlijk op 31 maart 1987 moet worden betaald en dat het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen, ter uitvoering van artikel 9, § 1, van het voornoemd koninklijk besluit nr. 464, de inning van die voorlopige bijdragen vanaf het begin van het jaar 1987 moet kunnen voeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en van Onze Staatssecretaris voor Middenstand en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> « koninklijk besluit nr. 38 » : het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen;

2<sup>o</sup> « koninklijk besluit nr. 464 » : het koninklijk besluit nr. 464 van 25 september 1986 tot consolidering van de maatregelen inzake matiging van de inkomsten der zelfstandigen;

3<sup>o</sup> « zelfstandigen » : de zelfstandigen bedoeld bij artikel 1, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 464;

4<sup>o</sup> « bedrijfsinkomsten » : de inkomsten bedoeld bij artikel 1, 3<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 464;

5<sup>o</sup> « Rijksinstituut » : het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;

6<sup>o</sup> « bijdragen » : de bijdragen bedoeld bij de artikelen 2 tot 5 van het koninklijk besluit nr. 464.

**Art. 2.** Onverminderd de in artikel 3, tweede lid, 2<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 464 bedoelde voorwaarde mogen de in artikel 2 van dat koninklijk besluit nr. 464 beoogde zelfstandigen voor het jaar 1987 hetzij zich ervan onthouden de voorlopige bijdrage te betalen, hetzij deze slechts gedeeltelijk betalen indien hun bedrijfsinkomsten van het jaar 1985 de bedrijfsinkomsten van het jaar 1983 × 1,075258 niet overschrijden.

**Art. 3.** Er is eerst vestiging in de zin van de artikelen 4 en 5 van het koninklijk besluit nr. 464 :

1<sup>o</sup> in de in artikel 4, § 1, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 464 bedoelde gevallen, wanneer de zelfstandige niet aan het koninklijk besluit nr. 38 was onderworpen tijdens het voorafgaand jaar;

2<sup>o</sup> in het in artikel 4, § 1, 4<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 464 bedoeld geval, wanneer de zelfstandige niet aan het koninklijk besluit nr. 38 was onderworpen in de loop van de drie kalenderjaren die aan het kwartieze jaar voorafgaan.

**Art. 4.** Wanneer, op grond van de datum waarop de eerste vestiging plaatsvond, artikel 5, § 2, van het koninklijk besluit nr. 464 niet kan worden toegepast, mogen de in artikel 3 bedoelde zelfstandigen hetzij zich ervan onthouden de voorlopige bijdrage te betalen, hetzij deze slechts gedeeltelijk betalen :

1<sup>o</sup> voor het jaar dat volgt op het jaar van eerste vestiging : indien zij op hun erewoord verklaren dat de bedrijfsinkomsten van dat jaar deze van het jaar van eerste vestiging niet zullen overschrijden;

2<sup>o</sup> voor het tweede jaar dat volgt op het jaar van eerste vestiging : indien zij op hun erewoord verklaren dat de bedrijfsinkomsten van dat jaar deze van het jaar dat volgt op het jaar van eerste vestiging niet zullen overschrijden;

3<sup>o</sup> voor het derde jaar dat volgt op het jaar van eerste vestiging : indien zij op hun erewoord verklaren dat de bedrijfsinkomsten van het jaar waarvoor de voorlopige bijdrage verschuldigd zou zijn deze van het jaar dat volgt op het jaar van eerste vestiging niet zullen overschrijden.

De bepalingen van het vorig lid verhinderen niet dat nalatigheidsinteressen worden toegepast indien later blijkt dat de in artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 464 bedoelde bijdrage verschuldigd is.

**Art. 5. § 1.** Wanneer de zelfstandige het genot van artikel 3, 2<sup>o</sup>, niet kan inroepen ter wille van het feit dat hij aan het koninklijk besluit nr. 38 onderworpen is geweest in de loop van het tweede of het derde jaar dat voorafgaat aan het jaar in de loop waarvan hij opnieuw aan dat koninklijk besluit is onderworpen, zijn artikel 4, §§ 1, 4<sup>o</sup>, c) en d), 2 en 3 en artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 464 op hem toepasselijk met inachtneming van de volgende bijzondere bepalingen :

1<sup>o</sup> het eerste van de jaren van onderwerp in de bij artikel 3, 2<sup>o</sup>, vastgestelde periode van drie jaar wordt als jaar van eerste vestiging beschouwd, met het oog op de vaststelling van het bedrag van de bijdragevoet wordt aangenomen dat de onderwerp aan het koninklijk besluit nr. 38 niet werd onderbroken;

2<sup>e</sup> lorsque le travailleur indépendant ne fut pas assujetti à l'arrêté royal n° 38 au cours de l'année qui suit celle visée au 1<sup>o</sup>, le calcul des cotisations se fait par référence aux revenus professionnels de l'année reprise audit 1<sup>o</sup>.

§ 2. Les travailleurs indépendants visés au § 1er peuvent, soit s'abstenir de payer la cotisation provisoire, soit n'effectuer qu'un paiement partiel de celle-ci lorsqu'ils déclarent sur l'honneur que les revenus professionnels de l'année pour laquelle la cotisation serait due ne dépasseront pas ceux de l'année du premier établissement ou de l'année suivante, selon le cas, au sens dudit § 1er.

**Art. 6.** Pour l'application de l'article 4 de l'arrêté royal n° 464 et de l'article 5 du présent arrêté, les revenus professionnels des années 1984, 1985 et 1986 sont ramenés à leur valeur théorique 1983 en les multipliant respectivement par 0,958138, par 0,930009 et par 0,910396.

**Art. 7.** Lorsque l'assujettissement à l'arrêté royal n° 38 ne couvre pas tous les trimestres d'une année parce que l'activité professionnelle a été entamée, reprise, cessée ou interrompue par des périodes visées à l'article 8, les revenus professionnels de cette année sont convertis sur une base annuelle.

A cette fin, ils sont multipliés par une fraction dont le numérateur est 12 et dont le dénominateur est égal au nombre de mois durant lesquels l'activité a été exercée.

**Art. 8.** Le travailleur indépendant qui a, dans le courant d'une année, repris ou cessé une activité professionnelle ou qui l'a interrompue :

— soit par suite d'une période d'incapacité de travail évidemment reconnue en vertu de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants;

— soit par suite d'une période de service militaire au sens de l'article 31, §§ 1er et 2, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants;

n'est redevable de cotisations que pour chacun des trimestres de l'année pour lesquels il est assujetti à l'arrêté royal n° 38.

**Art. 9. § 1er.** Le fait, pour le mari-aidant, de mettre fin au cours d'une année à l'assujettissement à l'arrêté royal n° 38 en lieu et place de sa femme-exploitrice ne peut, comme tel, être considéré comme une première installation, au sens de l'article 3 du présent arrêté, dans le chef de la femme.

§ 2. Lorsque se présente la situation visée au § 1er, chacun des conjoints n'est redevable de cotisations que pour chacun des trimestres de l'année en question au cours desquels il est assujetti à l'arrêté royal n° 38.

§ 3. En vue du calcul des cotisations dues par une travailleuse indépendante, les trimestres au cours desquels son mari-aidant fut, en ses lieux et places, assujetti à l'arrêté royal n° 38, sont assimilés à des trimestres au cours desquels elle fut elle-même assujettie audit arrêté royal.

§ 4. En vue du calcul des cotisations dues par un travailleur indépendant, il y a lieu de tenir compte, pour les années au cours desquelles il fut assujetti à l'arrêté royal n° 38 en qualité de mari-aidant, en lieu et place de sa femme-exploitante, des revenus professionnels de son épouse majorés de la part des bénéfices attribuée au mari conformément à la législation relative à l'impôt sur les revenus.

**Art. 10.** Lorsque, pour un ou plusieurs trimestres d'une année, le travailleur indépendant peut ou aurait pu invoquer les dispositions de l'article 11, § 5, de l'arrêté royal n° 38, il peut, pour chacun des trimestres concernés, limiter, le cas échéant, sa cotisation provisoire en appliquant le pourcentage prévu aux articles 3 et 5 de l'arrêté royal n° 464 sur les revenus professionnels qu'un pensionné, sans enfant à charge, pouvait acquérir en qualité de travailleur indépendant pour l'année 1983, sans perdre en tout ou en partie le bénéfice de sa pension.

**Art. 11.** Les périodes visées à l'article 8 sont considérées comme des périodes d'activité professionnelle lorsque, au cours des périodes concernées, l'activité professionnelle de l'intéressé a été poursuivie en son nom par personne interposée.

**Art. 12.** Lorsque l'activité professionnelle en qualité de travailleur indépendant n'est, de par sa nature, exercée d'année en année que dans le courant d'une partie déterminée de l'année, les revenus professionnels acquis de ce chef sont, pour l'application du présent arrêté, censés couvrir l'année entière.

**Art. 13.** Les intérêts de retard et les intérêts moratoires prévus dans l'arrêté royal n° 464 sont, pour l'année 1987, fixés respectivement à 0,80 p.c. et 0,60 p.c. par mois civil.

2<sup>e</sup> wanneer de zelfstandige niet onderworpen was aan het koninklijk besluit nr. 38 in de loop van het jaar dat volgt op datgene beoogd in 1<sup>o</sup>, geschiedt de berekening van de bijdragen met verwijzing naar de bedrijfsinkomsten van het jaar bedoeld in 1<sup>o</sup>.

§ 2. De in § 1 bedoelde zelfstandigen mogen, hetzij zich ervan onthouden de voorlopige bijdrage te betalen, hetzij deze slechts gedeeltelijk betalen wanneer zij op hun erewoord verklaren dat de bedrijfsinkomsten van het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd zou zijn deze van het jaar van eerste vestiging of van het daarop volgend jaar, naar gelang van het geval, in de zin van die § 1, niet overschrijden.

**Art. 6.** Voor de toepassing van artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 464 en van artikel 5 van onderhavig besluit, worden de bedrijfsinkomsten van de jaren 1984, 1985 en 1986 tot hun theoretische waarde 1983 herleid door ze respectievelijk te vermenigvuldigen met 0,958138, met 0,930009 en met 0,910396.

**Art. 7.** Wanneer de onderwerping aan het koninklijk besluit nr. 38 niet alle kwartalen van een jaar bestrijkt omdat de beroepsbezighed werd aangevat, hervat, gestaakt of onderbroken door de in artikel 8 bedoelde termijnen worden de bedrijfsinkomsten van dat jaar omgezet op een jaarbasis.

Daartoe worden zij vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller 12 is en de noemer gelijk aantal maanden gedurende dewelke de bezigheid werd uitgeoefend.

**Art. 8.** De zelfstandige, die in de loop van een jaar een beroepsactiviteit hervat of gestaakt dan wel onderbroken heeft :

— hetzij ten gevolge van een periode van arbeidsongeschiktheid die behoorlijk werd erkend op grond van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen;

— hetzij ten gevolge van een periode van militaire dienst in de zin van artikel 31, §§ 1 en 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen;  
is slechts bijdragen verschuldigd voor ieder kwartaal van het jaar waarvoor hij is onderworpen aan het koninklijk besluit nr. 38.

**Art. 9. § 1.** Het feit dat in de loop van een jaar voor de man-helper een einde werd gemaakt aan de onderwerping aan het koninklijk besluit nr. 38 in de plaats van zijn vrouw-uitbaatster kan als zodanig niet worden beschouwd als een eerste vestiging, in de zin van artikel 3 van dit besluit, in hoofde van de vrouw.

§ 2. Wanneer de in § 1 bedoelde toestand zich voordoet, is iedere echtgenoot slechts bijdragen verschuldigd voor elk kwartaal van het kwestiejaar in de loop waarvan hij aan het koninklijk besluit nr. 38 is onderworpen.

§ 3. Met het oog op de berekening van de door een zelfstandige arbeider verschuldigde bijdragen, worden de kwartalen in de loop waarvan haar man-helper in haar plaats aan het koninklijk besluit nr. 38 was onderworpen, gelijkgesteld met kwartalen in de loop van waarvan zijzelf aan dat koninklijk besluit was onderworpen.

§ 4. Met het oog op de berekening van de door een zelfstandige verschuldigde bijdragen, wordt, voor de jaren in de loop waarvan hij als man-helper aan het koninklijk besluit nr. 38 was onderworpen in de plaats van zijn vrouw-uitbaatster, rekening gehouden met de bedrijfsinkomsten van zijn echtgenote, verhoogd met het deel van de winsten dat, overeenkomstig de wetgeving op de inkomstenbelasting, aan de man werd toegekend.

**Art. 10.** Wanneer de zelfstandige zich voor een of meer kwartalen van een jaar op de bepalingen van artikel 11, § 5, van het koninklijk besluit nr. 38 kan beropen of had kunnen beroepen, mag hij, in voorkomend geval, voor elk betrokken kwartaal zijn voorlopige bijdrage beperken door het in de artikelen 3 en 5 van het koninklijk besluit nr. 464 bedoelde percentage toe te passen op de bedrijfsinkomsten die een gepensioneerde zonder kinderen ten laste, over 1983 als zelfstandige mocht verwerven zonder het genot van zijn pensioen geheel of gedeeltelijk te verliezen.

**Art. 11.** De in artikel 8 bedoelde periodes worden als periodes van beroepsbezighed beschouwd wanneer in de loop van de betreffende periodes de beroepsbezighed van de betrokkenen in zijn naam werd voortgezet door een tussenpersoon.

**Art. 12.** Wanneer de beroepsbezighed als zelfstandige door haar aard zelf van jaar tot jaar slechts in de loop van een bepaald gedeelte van het jaar wordt uitgeoefend, worden, voor de toepassing van dit besluit, de uit dien hoofde verworven bedrijfsinkomsten geacht het gehele jaar te bestrijken.

**Art. 13.** De in het koninklijk besluit besluit nr. 464 bedoelde verwijl- en moratoriumintresten worden voor het jaar 1987 respectievelijk vastgesteld op 0,80 pct. en 0,60 pct. per kalendermaand.

**Art. 14.** Il peut être renoncé en tout ou en partie au paiement des intérêts de retard visés à l'article 8 de l'arrêté royal n° 464 :

1<sup>o</sup> lorsque le débiteur peut faire état d'un cas de force majeure;

2<sup>o</sup> lorsque le débiteur, en raison de la nature spéciale de l'activité exercée, pouvait de bonne foi se considérer comme n'étant pas assujetti à l'arrêté royal n° 38;

3<sup>o</sup> dans d'autres cas dignes d'intérêt.

**Art. 15. § 1er.** Dans le courant de chaque trimestre civil, l'Institut national adresse au travailleur indépendant un avis se rapportant à la cotisation provisoire prévue par l'arrêté royal n° 464.

A partir du deuxième trimestre civil de l'année 1987, l'Institut national est toutefois autorisé à ne faire qu'un seul envoi pour les avis se rapportant à plusieurs ou à tous les trimestres d'une même année civile. Lorsque l'Institut national use de cette faculté, il se indique sur chaque avis d'échéance le trimestre civil auquel il se rapporte.

L'avis ne doit en aucun cas mentionner la somme due.

Le travailleur indépendant ne peut invoquer le fait qu'il n'aurait pas reçu d'avis pour se soustraire à ses obligations.

**§ 2.** Lorsque l'Institut national dispose des éléments nécessaires en vue du calcul des cotisations visées aux articles 2 et 4 de l'arrêté royal n° 464 et à l'article 5 du présent arrêté, il fait parvenir au travailleur indépendant un décompte renseignant, suivant le cas, les cotisations et les intérêts de retard dont il est redévable ou les cotisations qui peuvent lui être remboursées ainsi que les intérêts moratoires qui lui sont dus.

**Art. 16.** Aucun remboursement, au profit de personnes assujetties à l'arrêté royal n° 464 et se rapportant à des sommes payées dans le cadre dudit arrêté, ne peut être effectué tant que le montant de la cotisation ne peut être établi conformément aux articles 2 ou 4 de l'arrêté royal n° 464, ou à l'article 5 du présent arrêté.

Toutefois, s'il est prouvé que des personnes assujetties ou non à l'arrêté royal n° 464 ont effectué sur leur compte individuel bloqué auprès de l'Institut national des versements non destinés à couvrir la cotisation de consolidation prévue à l'arrêté royal n° 464, l'Institut national peut autoriser le transfert des sommes perçues à leur véritable destinataire. Dans ce cas, les personnes concernées par le présent alinéa ne peuvent prétendre aux intérêts moratoires prévus par l'article 8 de l'arrêté royal précité.

**Art. 17.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1987.

**Art. 18.** Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 1987.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,

J. BUCHMANN

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

G. MUNDELEER

F. 87 — 242

**20 JANVIER 1987.** — Arrêté royal pris en exécution de l'arrêté royal n° 289 du 31 mars 1984 portant certaines mesures temporaires relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 289 du 31 mars 1984 portant certaines mesures temporaires relatives à la modération des revenus des indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants, notamment l'article 7, § 3;

**Art. 14.** Van de betaling van de in artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 464 bedoelde verwijlntresten kan geheel of gedeeltelijk worden afgezien :

1<sup>o</sup> wanneer de schuldenaar zich kan beroepen op een geval van overmacht;

2<sup>o</sup> wanneer de schuldenaar zich, wegens de bijzondere aard van de uitgeoefende bezigheid, te goed trouw kan beschouwen als niet-onderworpen aan het koninklijk besluit nr. 38;

3<sup>o</sup> in andere belangwekkende gevallen.

**Art. 15. § 1.** In de loop van ieder kalenderkwartaal richt het Rijksinstituut aan de zelfstandige een bericht dat betrekking heeft op de in het koninklijk besluit nr. 464 bepaalde voorlopige bijdrage.

Vanaf het tweede kalenderkwartaal van het jaar 1987 wordt het Rijksinstituut evenwel gemachtigd slechts één verzending te doen voor de berichten die betrekking hebben op verscheidene of op alle kwartalen van éénzelfde kalenderjaar. Wanneer het Rijksinstituut van deze mogelijkheid gebruik maakt, vermeidt het op ieder vervaldagbericht het kalenderkwartaal waarop het betrekking heeft.

Het bericht moet in geen geval de verschuldigde som vermeiden.

De zelfstandige kan zich niet beroepen op het feit dat hij het bericht niet zou hebben ontvangen om zich aan zijn verplichtingen te onttrekken.

**§ 2.** Wanneer het Rijksinstituut over de nodige gegevens beschikt voor het berekenen van de bijdragen bedoeld in de artikelen 2 en 4 van het koninklijk besluit nr. 464 en in artikel 5 van onderhavig besluit, doet het aan de zelfstandige een afrekening geworden waarin hij naar gelang van het geval wordt ingelicht over de bijdragen en de verwijlntresten die hij verschuldigd is, dan wel over de bijdragen die hem mogen worden terugbetaald en de moratoriumintresten die hem verschuldigd zijn.

**Art. 16.** Geen enkele terugbetaling ten gunste van aan het koninklijk besluit nr. 464 onderworpen personen, die betrekking heeft op in het kader van dat besluit betaalde bedragen, mag worden uitgevoerd zolang het bedrag van de bijdrage niet kan worden vastgesteld overeenkomstig artikel 2 of 4 van het koninklijk besluit nr. 464 of artikel 5 van onderhavig besluit.

Als echter bewezen wordt dat personen, al dan niet onderworpen aan het koninklijk besluit nr. 464, op hun bij het Rijksinstituut geblokkeerde individuele rekening stortingen hebben gedaan die niet bestemd zijn om de bij koninklijk besluit nr. 464 bedoelde consolideringsbijdrage te dekken, kan het Rijksinstituut de toelating geven de ontvangen bedragen over te hevelen naar degene voor wie zij bestemd zijn. In dat geval kunnen de personen waarop dit lid betrekking heeft geen aanspraak maken op de in artikel 8 van het vooroemd koninklijk besluit bedoelde moratoriumintresten.

**Art. 17.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1987.

**Art. 18.** Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 januari 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,

J. BUCHMANN

De Staatssecretaris voor Middenstand,

G. MUNDELEER

N. 87 — 242

**20 JANUARI 1987.** — Koninklijk besluit genomen in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 289 van 31 maart 1984 houdende tijdelijke maatregelen inzake matiging van de inkomsten der zelfstandigen, met het oog op de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van het sociaal statuut van de zelfstandigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 289 van 31 maart 1984, houdende tijdelijke maatregelen inzake matiging van de inkomsten der zelfstandigen, met het oog op de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van het sociaal statuut van de zelfstandigen, inzonderheid op artikel 7, § 3;